

---

**Séance plénière**  
**Budget primitif 2025**

31/03/2025

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
M. JEAN-LUC GLEYZE

*Seul le prononcé fait foi*

---

Au sein de l'Union Européenne comme en France, nous le savons désormais : priorité est donnée à la sécurité pour le maintien de la paix, à la défense pour faire face à l'impérialisme russe et au retournement de la politique militaire et économique américaine, deux enjeux internationaux qui auront des répercussions partout, ici en Gironde comme ailleurs.

**Il n'y a pas « d'économie de guerre » acceptable sans économie solidaire et sans politique sociale.** Ainsi, en Espagne, Pedro Sanchez consacre 2% du PIB aux dépenses militaires, tout en maintenant dépenses sociales et budgets environnementaux.

En France, **nous avons besoin de visibilité**, d'un Gouvernement dont la feuille de route pose clairement le cadre budgétaire et le contrat social dans lequel notre pays parvient à se repositionner pour défendre sa souveraineté.

Le devenir de la Gironde est lié à celui l'Europe comme à celui du monde. Notre collectivité est *dans* le monde, elle est *avec* le monde, elle existe en étant affectée par le monde.

Elle doit donc être sensible aux réalités sociales, environnementales pour agir avec justice et justesse au bénéfice de toutes et tous.

Nous connaissons **des défis sans précédent** qui appellent des transformations sans précédent. Nous partageons d'ailleurs depuis des mois, voire plusieurs années, nos questionnements, nos colères, nos interpellations gouvernementales avec mes homologues des Départements de France. Quelle que soit notre appartenance politique, nous sommes, à des degrés divers suivant la nature du département, confrontés à des difficultés jamais connues précédemment, et donc à devoir les traiter à contrecœur.

Si nos choix peuvent différer en fonction de notre vision de la société, nous avons toutes et tous, chevillée au corps, la volonté farouche de servir au mieux les populations que nous représentons.

Ce qui m'amène au sujet du jour : le vote d'un budget inédit.

Un budget à **cadre contraint**, plus que jamais, mais dont les **choix**, aussi difficiles soient-ils, sont **résolument girondins**.

Certes, nous avons perdu 212 M€ de recettes en 2 années. Pour autant, notre budget dans cette contrainte de ressources sera à hauteur d'environ 1,8 Md€. Un montant conséquent qui permet de disposer d'un budget combattif pour soutenir la Gironde et ses habitants, d'un budget équilibré pour maintenir cohésion sociale et territoriale.

Notre exécutif, notre majorité, ont effectué pour cela avec nos services un travail de fond, difficile et douloureux, mais aussi pugnace et sans transiger sur nos valeurs pour garantir l'équilibre de ce budget.

**Je veux les remercier toutes et tous** de leur **prise de conscience**, toujours compliquée quand il faut garantir la sobriété plutôt que l'abondance.

**Je veux les remercier** aussi de leur **engagement** pour parvenir à définir des orientations et des choix, tout en conservant le sens indispensable de notre action publique.

La ligne directrice que j'ai souhaité maintenir était claire : **assurer** par nous-mêmes, en proposition de vote au cours de la séance du jour, **un budget équilibré**. Pour moi, pour nous, il s'agit d'accomplir un exercice inédit de responsabilité politique. Certes, nous avons été élus pour garantir une action et un service publics qui répondent au mieux aux besoins de la population girondine.

Mais nous avons aussi l'obligation d'avancer en temps de crise en responsabilité de nos choix, et en décidant des voies et moyens, aussi difficiles soient-ils, pour retrouver demain la clarté d'un chemin à nouveau serein.

Pas question donc de déléguer à M. le Préfet et à la Chambre Régionale des Comptes les choix à opérer à notre place : **c'est notre responsabilité, et nous l'assumons**. Un préalable impératif qui a guidé l'élaboration du budget que nous présentons aujourd'hui.

Les rapports vont vous être présentés, et Corinne MARTINEZ, notre VP aux finances, en synthétisera les éléments d'approche et de méthode juste après les interventions des groupes. Je tiens néanmoins, en ouverture, à **mettre en exergue quelques points saillants**.

1,8 Md€ disais-je. Sans aucun doute, l'un des budgets départementaux les plus importants de France. Et à l'intérieur, des valeurs et de engagements que nous avons tenus à conserver, malgré ces temps difficiles, pour notre action publique.

- Comme la **justice sociale** quand, en accordant un taux directeur positif aux EHPAD, nous développons en parallèle une tarification différenciée qui vise à compenser les besoins en financement par un reste à charge plus élevé pour les familles à revenu aisé, ou en baissant nos appuis au secteur privé lucratif.
- Comme **l'intérêt supérieur des enfants** qui nous sont confiés, en faisant évoluer notre politique de protection de l'enfance en nous inspirant depuis 2 ans d'expériences réussies comme celle du Québec, ou en engageant depuis l'an dernier le schéma départemental de protection de l'enfance vers moins de placements en foyers, moins de ruptures de parcours, plus de sorties positives, en respect des préconisations du CESE et très probablement du rapport parlementaire dont nous connaissons les constats et les attendus cette fin de semaine.
- Comme la **qualité alimentaire** dans nos collèges quand nous faisons le choix de ne pas la dégrader, de labelliser + de collèges « bio-engagés », quitte à augmenter le ticket de cantine de 50 cts, mais en assurant le maintien des aides aux 10.000 boursiers départementaux, autre mesure de **justice sociale**.
- Comme la volonté d'aller plus loin dans **l'insertion des plus précarisés**, en conservant nos engagements pour des territoires Zéro Chômeurs ou Zéro Non Recours, en favorisant l'insertion sociale pour laisser à France Travail le soin de se concentrer sur sa compétence d'offre d'accompagnement professionnel, en continuant à financer les missions locales ou les centres sociaux.

- Comme l'attention portée à **la sécurité de nos routes** girondines, avec un Plan Ponts à l'investissement doublé et au fonctionnement rehaussé.
- Comme le soutien **aux entreprises** via une commande publique proposée à hauteur de 223 M€, qui témoigne de la confiance que nous accordent nos partenaires financiers : ils nous reconnaissent comme solvables, en dépit d'une faible épargne brute.
- Comme **les solidarités humaines** que rejoint **la solidarité territoriale**, quand nous déployons avec ambition le Bus en + pour apporter nos services en secteur rural, quand nous allons donner réalité au service public girondin de l'autonomie pour faciliter partout l'accès aux droits aux personnes âgées et handicapées, quand nous conservons le maillage fin de nos services et de nos satellites pour irriguer en présence publique départementale toute la Gironde. Nos agents restent encore et toujours un service de proximité qui ne recule pas, soucieux d'être au plus près pour faciliter l'accès aux droits et la cohésion sociale.
- Comme la **sécurité civile** que représentent nos pompiers, à qui nous tentons de préserver, en partenariat avec le Préfet et le soutien du bloc communal, les moyens opérationnels d'une Gironde à forte sollicitation.

C'est ainsi que nous avons travaillé avec la majorité : en temps très contraint en raison des incertitudes liées aux projets de lois de finances, avec des arbitrages inévitablement tardifs, mais en gardant le sens et les valeurs que nous souhaitons continuer à porter.

Pour autant, force est de constater avec lucidité que la situation nous contraint à baisser notre budget de **58M en fonctionnement** et de **48M en investissement**, et donc inévitablement à des renoncements. C'est la condition pour garantir l'équilibre du budget 2025 : sans ces choix difficiles, nous n'y parviendrions pas.

Aucun d'entre eux n'a été effectué sans débats de fond, sans discussions denses entre nous, sans regrets collectifs partagés, en privilégiant néanmoins toujours des équilibres complexes, forcément critiquables : ne brader presque aucune politique publique, faire porter à toutes une partie des efforts, mais ajuster au mieux en fonction des fragilités, des spécificités, du contexte ou des perspectives.

Je suis pleinement conscient, comme mes collègues, que ces **décisions peuvent provoquer un sentiment d'incertitude, d'inquiétude, voire d'incompréhension chez nos agents, nos agentes, chez nos partenaires** qui font déjà face, comme nous, à un contexte déjà troublé et troublant. Il eut été tellement préférable, pour eux, pour nous, de suivre le cours d'une action publique sans obstacles financiers, tel que nous l'avons connu jusqu'en 2022.

Transformer la protection de l'enfance par conviction, mais accélérer le rythme en raison de la contrainte budgétaire, décider d'un moratoire quasi total sur les aides aux communes et abandonner ce marqueur majeur de notre collectivité qu'était le FDAEC, modifier le régime des transports scolaires pour les jeunes en situation de handicap pour le concentrer sur ceux qui en ont le plus besoin, revoir le montant conséquent de notre PCH pour l'ajuster à la moyenne nationale, envisager différemment l'accompagnement des personnes âgées en GIR4, faire contribuer les budgets de nos satellites aux restrictions budgétaires avec des risques de licenciements, aucune de ces solutions n'est pleinement satisfaisante.

Je veux **évoquer plus spécifiquement un point** : le fait de ne pas remplacer tous les départs en retraite ou ne pas renouveler une partie des contrats au sein de notre collectivité. J'ai, comme mes collègues, pleinement conscience de l'angoisse liée à des situations humaines concernant les contractuels, et de l'inquiétude sur la répartition de la charge de travail concernant les départs en retraite. Si les premières mesures ont dû être prises rapidement, laissant peu de temps aux contractuels non renouvelés en début d'année pour envisager la suite de leur parcours, j'insiste auprès du VP RH, du DGS et des RH pour que l'accompagnement soit de la meilleure qualité possible.

Quant aux départs en retraite non remplacés, je souhaite qu'une méthode soit mise en place pour définir, de façon impérativement concertée, les priorités de service. Une attention particulière doit être requise pour ne pas faire de nos agents une variable d'ajustement du « faire plus avec moins ».

Dans ce moment également, ne nous perdons pas en débats inutiles entre politique « obligatoire » et « volontariste ». Il y a des compétences exclusives et d'autres que nous partageons et menons en complémentarités avec nos partenaires institutionnels et associatifs.

En matière de solidarités humaines comme territoriales, « compenser » est nécessaire mais jamais suffisant. Il faut contribuer à garantir le **droit commun**, pour assurer une solidarité une et indivisible, cohérente avec les parcours de vie qui ne peuvent être considérés « à la découpe ». C'est ce que réclament les participants à Gironde Inclusive, c'est ce que nous devons aux enfants de l'ASE, c'est aussi ce qu'attendent les territoires et leur vitalité associative.

Oui, **la dureté, la brutalité du moment peuvent susciter des contestations**. Nos choix ont été des crève-cœur, mais il nous revient de les assumer, et nous ferons en sorte de les accompagner en connaissance de cause avec agents, partenaires et publics concernés.

**Nos débats peuvent être toniques, et c'est heureux** : c'est le fondement et le signe d'une démocratie vivante que certains, ailleurs, ne connaissent pas.

**Les mobilisations qui ont lieu ce jour sont tout aussi nécessaires et respectables**. Elles viennent à notre porte, c'est bien la différence entre des élus locaux et des ministères cadenassés : nous sommes à portée d'engueulades. Mais elles témoignent aussi que nous avons des luttes communes à mener.

Si nous allons, ici, débattre de nos choix en conséquence, les causes restent pour l'instant sans traitement.

Comme nous l'avons fait avec Départements de France et le président Sauvadet, comme je l'ai fait vendredi dernier dans ma rencontre, ici, avec la ministre Catherine Vautrin, comme je le ferai avec le ministre Eric Lombard, nous devons sans cesse demander **que l'État fasse sa part** en matière de handicap, de personnes âgées, d'éducation nationale, de familles à la rue, sans reporter sur nous des charges qui lui reviennent.

Mais il doit aussi nous **garantir un socle cohérent, pérenne et évolutif de recettes**, à due concurrence des missions que nous devons assumer.

Rappelons-le, nous sommes acteurs de la protection sociale, mais avec une 5ème branche de Sécurité Sociale qui ne nous fournit qu'une sève anémique.

Si nous prévoyons aujourd'hui de **verser le « Ségur pour tous »** à destination des personnels du lien en contact avec les publics dont nous leur confions délégation, c'est avec la constante et ferme intention, partagée par mes homologues, de réclamer encore et toujours la juste compensation d'une dépense vertueuse, mais imposée. J'ai réitéré cette demande à la Ministre Vautrin la semaine dernière. La Gironde sera, quoi qu'il en soit, **un des premiers départements** à décider d'opérer ce versement, car ces métiers du lien, du terrain et du quotidien, exclus du premier Ségur, le méritent.

Oui, nos désaccords doivent s'exprimer ensemble pour que nous puissions entrer en résistance collectivement et garantir l'avenir des Girondines et des Girondins. C'était l'objet des mobilisations « **Défendons nos territoires** ».

Nous étions ensemble pour faire entendre notre voix au niveau national, nous devons, par-delà les revendications légitimes que chacune et chacun peut porter, maintenir ce collectif, lui donner des porte-voix nationaux.

Nous avons **destins liés avec nos partenaires** : nous sommes ensemble la maille fine du filet de protection sociale et environnementale, à l'opposé des coupes et du démantèlement du secteur public, proclamés par la pensée ultralibérale.

C'est précisément quand pointent les effondrements climatiques et réactionnaires que notre responsabilité est de **rester une présence familière et rassurante** à chaque étape de la vie, dans tous les domaines de la vie.

Dans le monde comme en Gironde, ce sont plusieurs manières différentes de comprendre la société et de concevoir le présent et l'avenir qui s'affrontent.

Soit nous affrontons les difficultés avec des transformations fondées sur la justice sociale, économique et climatique.

Soit nous laissons s'installer les périls qui désignent des boucs émissaires et n'offrent pas de véritables solutions.

Au moment de voter ce budget, je le dis avec gravité et espoir : nous *devons* choisir, il *faut* choisir, c'est à *nous* de choisir.

Avec l'ensemble de la majorité départementale et l'appui sans faille de tous les services - auxquels j'adresse encore mes remerciements et ma reconnaissance -, nous avons construit ce budget dans la contrainte, mais avec la ferme intention d'en faire un **budget de protection, de consolidation**, et, autant qu'il est possible d'amélioration des grandes conquêtes sociales comme la **Sécurité Sociale dont nous fêtons les 80 ans**.

C'est de la pérennité même du système de solidarité - dont les métiers du lien sont un élément clef -, dont il est question.

**Pendant des années, le Département, inlassablement, a fait sa part, et bien plus que sa part.** Dans le moment de crise que nous vivons, il s'agit désormais de **répartir l'effort**, en sollicitant l'engagement pour le service public de nos agents, l'adaptation pour nos partenaires à une collectivité qui transforme et modifie ses rapports, la nécessaire régulation des soutiens à nos publics.

*« C'est dans l'effort que l'on trouve la satisfaction et non dans la réussite. Un plein effort est une pleine victoire »*, disait Gandhi. Je suis convaincu que, dans quelques mois, dans un an ou deux, nous serons fiers des efforts accomplis, fiers d'avoir pu ensemble continuer à écrire notre communauté de destin pour, comme le dit le dramaturge Tiago Rodrigues, **« offrir du possible à l'impossible »**.

**Je compte sur vous !**